VAL DE BRIEY

VAL-DE-BRIEY
DIRECTION DE L'URBANISME

DÉCISION DE NON OPPOSITION DE DÉCLARATION PRÉALABLE CONSTRUCTION

Délivrée par le maire au nom de la commune

Arrêté Municipal n°2026-URBA-354

Du 1er octobre 2026

Nomenclature ACTES 2.2

DP 054099260013 2	1 1 0 0 0 0 0 4 3 9 1 2
Dossier : **DP 054099 26 00132** Déposé le : **04/09/2026** Nature des travaux : **CONSTRUCTION D'UNE ANNEXE DE VIE AVEC UN CAR-PORT. CONSTRUCTION DE 20M² D'EMPRISE AU SOL** Adresse des travaux : **2BIS RUE JEAN MOULIN - BRIEY 54150 VAL-DE-BRIEY** Références cadastrales: **000AI0373**	Demandeur : **MONSIEUR ALTUNKAYA EREN** **12 RUE MAURICE BARRÈS** **57360 AMNEVILLE**
Surface de plancher créée : 7 m²	

Le Maire de Val-de-Briey,

VU la déclaration préalable déposée le 4 septembre 2026 par Monsieur Eren ALTUNKAYA demeurant 12 rue Maurice Barrès à AMNEVILLE-LES-THERMES (57360), enregistrée par la Mairie de VAL DE BRIEY sous le numéro DP 054 099 26 00132, pour :

- La construction d'une annexe de vie avec un car-port,
- Située 2bis rue Jean Moulin - BRIEY à VAL DE BRIEY (54150),
- Parcelle cadastrée section 000 AI n°373,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 juin 2015,

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009 approuvant le plan de prévention des risques miniers (PPRM) du secteur de Briey sur les communes d'Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy, modifié par l'arrêté préfectoral du 23 août 2016,

VU la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 octobre 2010 (décrets n° 2010-1254 et 2010-1255) en vigueur depuis le 1er mai 2011, et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »,

VU la carte d'exposition au retrait gonflement des argiles du Département de Meurthe-et-Moselle publiée par le BRGM en août 2019,

VU la cartographie des zones inondables du WOIGOT réalisée le bureau d'études GINGER en mars 2010 sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat (DDT), selon la méthode hydrogéomorphologique et caractérisant la crue de référence centennale,

VU les délibérations du Conseil Municipal de MANCE en date du 03 octobre 2016, de MANCIEULLES en date du 25 novembre 2016 et de BRIEY en date du 28 novembre 2016 relative à la taxe d'aménagement du VAL DE BRIEY,

VU la délibération du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle relative à la taxe d'aménagement,

VU la carte d'aléa mouvement de terrain du Département de Meurthe-et-Moselle publiée par le BRGM

en juin 2022,

VU l'avis favorable avec prescriptions de la direction départementale de territoire de Meurthe-et-Moselle, service Environnement Risques Connaissance, en date du 28 septembre 2026,

CONSIDÉRANT que le projet se situe en zone UB et respecte les règles de ladite zone,

CONSIDÉRANT que le terrain est situé en zone d'aléa fort selon la carte d'exposition au retrait gonflement des argiles du département de Meurthe et Moselle,

CONSIDÉRANT que le terrain est situé en zone d'aléa très faible (zone 1) au regard du risque sismique,

CONSIDÉRANT que le terrain est situé en zone d'aléa faible et moyen selon la carte d'aléa mouvement de terrain du département de Meurthe et Moselle,

DÉCIDE

Article 1

La **DP 054099 26 00132** fait l'objet d'une **DÉCISION DE NON OPPOSITION** pour les travaux décrits dans la demande présentée, sous réserve du respect des prescriptions de l'avis de la DDT 54.

Date d'affichage de l'avis de dépôt :04/09/2026 Date d'envoi au contrôle de conformité : 01 OCT. 2026	Fait à VAL-DE-BRIEY, le 1er octobre 2026 Le Maire délégué **Bruno HOUDART**

La présente autorisation est susceptible de donner lieu au versement des taxes d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Vous déclarez et payez la taxe d'aménagement à des dates différentes, selon que la surface de plancher de votre projet est inférieure à 5000 m2 ou si elle est égale ou supérieure.

- Si la surface du projet est inférieure à 5000 m², vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 90 jours après l'achèvement de vos travaux au sens fiscal.
- Si la surface du projet est supérieure ou égale à 5000m², Vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 7 mois après la délivrance de l'autorisation.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez vous connecter sur les pages dédiées du site internet service-public.fr : https://service-public.fr/particuliers/vosdroits/F23263 pour les particuliers et https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23263 pour les entreprises.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site internet www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux ou hiérarchique l'auteur de la décision. Cette démarche doit être introduite dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision expresse ou de la date de délivrance d'un accord/non opposition tacite.

Attention : le recours gracieux ou hiérarchique n'est plus suspensif et ne prolonge pas le délai pour l'introduction du recours contentieux.

L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite de la demande.

Durée de validité :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue . Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision

de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.
En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.
Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité (R424-21 du code de l'urbanisme).
Conformément aux dispositions du **décret 2025-461 du 26 mai 2025 prorogeant la durée de validité des autorisations d'urbanisme**, et par dérogation au principe général fixé par l'article R424-21 précité, définissant les règles habituellement en vigueur en matière de prorogation, **les décisions délivrées entre le 1er janvier 2021 et le 28 mai 2024 sont prorogées automatiquement** selon les dispositions suivantes :

- un an pour les autorisations délivrées entre le 1er janvier 2021 et le 27 mai 2022, (*1)

- deux ans pour les autorisations délivrées entre le 28 mai 2022 et le 28 mai 2024, sans possibilité de prorogation supplémentaire. (*1)

(*1) La durée de validité d'une autorisation d'exploitation commerciale associée à un permis de construire délivré durant l'une ou l'autre des périodes précitées est prorogée dans les mêmes conditions.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :
- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976. Cette démarche n'est pas nécessaire pour les projets soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
A compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers :

- dans le délai d'un mois en cas de recours gracieux ou hiérarchique,

- dans le délai de deux mois en cas de recours contentieux.

L'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours auprès de l'autorité compétente ;
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :
Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement :
A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme). Cette démarche n'est pas nécessaire pour les projets soumis à permis de démolir ;
Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme).
Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).

PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Nancy, le 28 septembre 2026

Service Environnement Risques Connaissance

Référence : E26HO00506

Affaire suivie par : Elise HOMBOURGER
tél : 03 54 59 55 87
elise.hombourger@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Mairie de Val de Briey
Service Urbanisme
Place de l'Hôtel de Ville
54 150 VAL DE BRIEY

julie.anselm@valdebriey.fr

Objet : **Commune de VAL DE BRIEY – avis sur demande de DP 054 099 26 00132 – Construction d'une annexe comprenant un carport et une pièce de rangement – AI 373**

Madame,

Par saisine automatique du 7 septembre 2026, vous sollicitez l'avis de mon service sur le dossier de déclaration préalable de travaux déposée par M.ALTUNKAYA Eren, concernant la construction d'une annexe de 20 m² comprenant un carport et une pièce de rangement sur la parcelle AI 373 à VAL DE BRIEY.

L'unité foncière est concernée par les risques :

- Retrait et gonflement des argiles : zone d'exposition forte ;
- Sismique : aléa très faible.

L'unité foncière est également concernée par le risque mouvement de terrain objet de la présente saisine justifiée par une question précise.

D'après la carte d'aléas mouvements de terrains au 1/5 000° de Val de Briey réalisée par le BRGM en juin 2022, le projet se situe **en zone d'aléa faible**.

Pour rappel, selon la doctrine mouvement de terrain une construction légère est une structure non habitable, sur un seul niveau de faible surface (20m² maximum), sans fondations profondes et pour lesquelles les matériaux utilisés sont dans la majorité des cas du bois, du métal ou du PVC, sans remblai/déblai de plus de 2 m.

Le projet envisagé est un local mixte d'une superficie de 20 m² avec un côté carport et de l'autre côté un espace de stockage fermé en structure bois ou acier. Le projet peut être considéré comme une construction légère et il n'est pas de nature à mettre en cause la stabilité de l'unité foncière.

Toutefois, il est vivement recommandé que la gestion des eaux pluviales de cette annexe soit traitée de manière l**a plus diffuse possible de chaque côté de la construction (toiture 2 pans) en évitant de créer un rejet au sol concentré en un point.**

En conclusion, il convient d'informer le pétitionnaire :

- que rien ne s'oppose au regard du risque **mouvements de terrain** à ce que l'autorisation demandée soit accordée ; l'arrêté visera la carte d'aléas mouvements de terrains au 1/5 000° de Val de Briey réalisée par le BRGM en juin 2022 et de la situation de son projet en zone d'aléa faible.

Concernant les autres risques, il vous appartient d'appliquer les doctrines risques et droits des sols diffusées aux centres instructeurs des autorisations d'urbanisme.

Par conséquent, le projet reçoit un **avis favorable sous réserve de la prise compte de l'évacuation des eaux pluviales de manière diffuse,** au titre de la prévention du risque mouvement de terrain.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Elwis MAIRE

Adjoint de l'Unité Prévention des Risques
Service Environnement Risques Connaissance
DDT de Meurthe-et-Moselle

Place des Ducs de Bar
C.O. n° 60025
54035 NANCY Cedex
Tél : 03.83.91.40.00
ddt-avis-urbanisme@meurthe-et-moselle.gouv.fr